

# Pour une défense du principe de solidarité en santé

**Conférence-débat, le 21 mai de 13 h 30 à 17 h**

organisée par le Collectif contre le passe sécuritaire et son monde totalitaire\*

à l'annexe de la Bourse du travail de Paris, salle Hénaf,

**29 boulevard du Temple**, métro République

A travers les interventions de **Frédéric Pierru, sociologue de la santé** et les auteurs de l'ouvrage « **Le business de nos données médicales** » : **Audrey Boulard, Eugène Favier-Baron, Simone Woillet**, suivies chacune d'un temps de débat, il s'agira de comprendre comment notre système de soin et de protection sociale solidaire a été progressivement mis à mal, et quelles menaces les progrès de la numérisation en santé font aujourd'hui peser sur ce système, dans la perspective d'une nécessaire riposte associant solidairement soignants et patients.

*Pour amorcer la réflexion...*

Notre système de soin fondé sur la solidarité subit depuis deux décennies une dégradation planifiée par les gestionnaires de l'Etat, au profit des structures privées et de multiples "partenariats public-privé", tandis que l'hôpital public subit une destruction en termes d'effectifs et de moyens.

La Sécurité sociale fondée sur le principe solidaire de la cotisation a été progressivement mise à mal par la mainmise de l'Etat, par les multiples exonérations pro-patronales et par l'emprise des grands laboratoires pharmaceutiques sur ses choix de remboursement et sur les pratiques médicales. Parallèlement, la logique d'intéressement des actionnaires s'est imposée peu à peu dans les complémentaires santé à l'exclusion des mutuelles.

Le recours grandissant à l'informatisation dans les pratiques de soin, s'il a pu faciliter la circulation des informations et des connaissances, a de fait contribué à soumettre la médecine aux impératifs dictés par la technocratie d'Etat. La logique entrepreneuriale de "rationalisation" statistique, associée à l'instauration de la tarification à l'acte, s'est imposée dans les hôpitaux, au détriment du personnel et de la qualité des soins. En ville, l'ordinateur s'interpose bien souvent dans la relation entre patient et médecin. En outre le numérique permet le contrôle du respect des protocoles et des restrictions imposés par les ARS aux médecins, comme on l'a vu notamment pendant la pandémie.

Mais une autre menace pèse aujourd'hui sur notre système de soin solidaire : la numérisation systématique de nos données de santé, boostée par la création automatique du dossier numérique "Mon Espace Santé", et leur centralisation au sein du Health Data Hub (hébergé chez Microsoft). Car si elle promet une réponse accélérée aux manifestations des maladies, cette centralisation va surtout alimenter le marché en pleine expansion de ces données sur Internet. Laboratoires pharmaceutiques et assurances, notamment, en sont friands. Ce qui, en matière de santé, sera lourd de conséquences : mort prévisible du secret médical (ne serait-ce qu'en raison de la sophistication croissante de la piraterie numérique), individualisation croissante de la prise en charge des soins, donc croissance des inégalités.

La lutte pour un système de santé solidaire est à reprendre, ensemble. Pour obtenir l'égalité dans l'accès aux soins, mais aussi pour une pratique humaniste de la médecine, indispensable au bien-être des soignants comme des soignés.

\* **Le Collectif contre le passe sécuritaire et son monde totalitaire** est né en novembre 2019 pour s'opposer au contrôle généralisé et inédit de la population par le biais du passe "sanitaire" puis "vaccinal", qui a été, et sera sans doute encore, à l'origine d'exclusions prolongées des lieux publics, de divisions profondes dans le corps social et de suspensions ou licenciements de milliers de soignants.

Tout en dénonçant le passe, il a participé à la défense du personnel soignant de plusieurs hôpitaux parisiens. Dans le même temps, il a relayé l'opposition à l'ouverture du dossier numérique "Mon Espace Santé", considérant que la centralisation de nos données de santé sur Internet accélère la marchandisation de la santé et l'individualisation de l'accès aux soins, donc participe à terme à la remise en cause du principe de solidarité de notre système de soins.

*Ce collectif regroupe des gilets jaunes, des membres de la coordination nationale anti-répression, de la LDH, SUD Emploi, SUD Commerce et Services IDF, Stop Précarité, citoyen.nes syndiqué.es ou non, CGT Société de restauration du musée du Louvre, Ecran total, la quadrature du net, soignants, etc...*